

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
27 mai au 2 juin 1999

10,00 F

Protection sociale et 35 heures

La social-démocratie continue son sale boulot

POUR LE MEDEF, RIEN NE VA assez vite, rien ne va assez loin. Début mai, Georges Jollès, vice-président du « parti des patrons » chargé des questions sociales affirmait l'existence d'un lien étroit entre le dossier de la réduction du temps de travail et celui de la Sécurité sociale. Pour le patronat, il s'agit en effet de prendre dans les caisses de la sécu, en lui imposant de nouveaux plans d'économies, afin de financer la réduction du temps de travail. La couleur est donnée. Et le plan de Monsieur Johannek, directeur de la CNAM (Caisse Nationale d'Assurance Maladie) tombe à pic en prescrivant une coupe claire de 62 milliards de francs, dont l'hôpital public supporterait plus de la moitié.

Une réforme à l'entière charge des salariés

Pour le gouvernement, rien n'est officiellement tranché, pourtant il n'est pas difficile de voir que, pour lui, les jeux sont faits. Le coût de la réduction du temps de travail sera intégralement compensé par des allègements de charges sociales, et par les gains de productivité engrangés grâce aux recettes désormais connues de l'annualisation des horaires, de la production 24 h sur 24, de l'ouverture en quasi continu dans les services.

La récente querelle de couloir ministériel entre Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn n'est qu'un détail qui ne modifie en rien la logique du processus enclenché. De quoi s'agit-il? La ministre de l'Emploi et de la Solidarité veut envisager un élargissement de l'assiette des cotisations (sur la valeur ajoutée et non plus sur la seule masse salariale), quant à DSK il propose une éco-taxe sur les énergies polluantes, dont les produits financeraient la réforme.

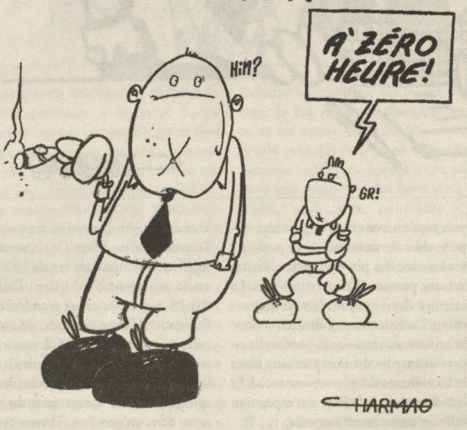
Mais le MEDEF, pour sa part, à été on ne peut plus ferme et catégorique: il ne tolérera aucun nouvel impôt.

La réforme des cotisations patronales, qui figurait déjà au programme de

Jospin restera donc ce qu'elle est: un leurre destiné à entretenir le mythe du gouvernement de gauche « prêt à taxer les riches pour venir en secours aux plus pauvres, aux exclus », etc. DSK a rajouté la touche « éco-écologiste »

les employeurs suppriment des temps de pause, des congés etc. Autre point noir: les heures supplémentaires qui, avec l'annualisation, ne sont plus payés qu'en heures normales. Quant à la création d'emploi, elle est ridiculement

RÉDUCTION DU TEMPS D'EXPLOITATION



à ce mythe alors qu'il a toujours œuvré pour l'abaissement des charges pour les entreprises! Gageons que le nouveau projet de taxation des « entreprises riches » ne passera pas l'été.

35 heures: un bilan déjà désastreux

Quoi qu'il en soit, la loi Aubry sur les 35 heures se solde d'ores et déjà par un bilan désastreux pour l'ensemble des salariés. Hormis quelques exceptions, la plupart des accords signés maintiennent tout juste les minima salariaux pour les personnels en place, et uniquement pour eux. Ainsi, tous les salaires sont quasiment gelés pour un « certain temps » (le patron dira: « vous avez eu les 35 heures, vous ne voudriez pas, en plus, être augmentés... ») et micux encore, les nouveaux recrutés travailleront 35 heures... payés 35.

Le temps de travail effectif est également revu à la baisse. Dans bien des cas

faible. On peut lire dans « Liaisons sociales » du 12 avril qu'avec 2355 accords d'entreprises signés à la mi-février, 37 000 emplois « sont créés ou préservés ». La notion de « préservation » enlevant toute signification réelle au chiffre annoncé. On peut affirmer en tout cas que les patrons ont embauché ou gardé les salariés (et précaires) dont ils avaient besoin, ni plus ni moins, en profitant largement de cette loi pour faire un grand pas vers l'abolition des derniers acquis, en empochant au passage de substantiels profits supplémentaires!

Charpin: une provocation sur commande

À la régression sociale que constitue la loi Aubry — et ce qui ne va pas s'arranger avec la seconde loi en préparation pour la fin de l'année 1999 — s'ajoute bien entendu l'attaque orchestrée contre le système de retraite ●●● page 8

● La liberté d'expression
en danger ?

page 2

● Corse: entre barbouzes
et gangsters

page 3

● Recomposition syndicale
en Europe

page 5

EDITORIAL

Terrorisme des États et terrorisme orchestré par des groupes idéologiques se rejoignent toujours à un moment.

La social-démocratie européenne semblait avoir étouffé en son sein toute velléité de groupes armés. En France, les membres d'Action Directe meurent à petit feu dans les geôles de l'État, en Allemagne, en Italie, nous n'entendons plus parler de la RAF ni des Brigades rouges. Mais, guerre au Kosovo et situation sociale aidant, revoilà les vieilles lunes et leurs penchants morbides.

L'assassinat en Italie de Massimo d'Antona, homme politique et syndical, membre du bureau juridique du syndicat CGIL, n'est pas sans ranimer d'anciens souvenirs. Ces années de plomb qui ont fait près de 400 morts par des attentats ou assassinats d'extrême droite comme d'extrême gauche. Nous ne pouvons que condamner cet acte. Nous n'aurons pas ces pratiques que l'on peut qualifier de barbares. L'État et le capital doivent être combattus pied à pied grâce à un puissant mouvement social révolutionnaire. Et ce n'est sûrement pas en lui donnant des raisons de se renforcer que nous pourrions un tant soit peu l'abattre.

Mais ne tombons pas aussi dans le travers d'accepter la peste à défaut du choléra. Comme en Israël par exemple. La victoire de Barak aux élections ne doit pas nous faire oublier que le sionisme est une machine de guerre et d'expansionnisme et que nous nous devons d'aider les organisations israéliennes luttant pour la paix. Ce point essentiel met d'ailleurs en opposition flagrante au sein de la société israélienne les religieux, autres vainqueurs de ces élections, et les laïcs. Deux fractions s'affrontent pour un avenir encore incertain car la situation au Proche-Orient est un baril de poudre qui peut exploser à tout moment. Il serait sans doute utile qu'existe une organisation juive anarchiste en Israël...

ISSN 0026-9433 - N° 1166

M 2137 - 1166 - 10,00 F



Liberté d'expression en danger ?

A PRES LE PEN QUI N'AIME PAS nos dessins, après Debré qui n'aime pas nos commentaires sur la police, c'est au tour de M. Pajon, maire PS de Noisy-le-Grand, de traîner *Le Monde libertaire*, hebdomadaire de la Fédération anarchiste, devant les juges.

Certes, les libertaires n'ont jamais prétendus être particulièrement appréciés des tenants du pouvoir et de la justice. Ils ont même servi allègrement de bouc émissaire quand les gouvernements en avaient besoin. Qui se souvient encore des « lois scélérates », votées à la fin du siècle dernier, mais tombées en désuétude, et qui interdisaient toute profession de foi, toute propagande, et toute publication anarchiste ? Qui sait que ces lois faisaient partie, encore jusqu'au début des années 90 de ce siècle, du code pénal et qu'elles n'ont été abolies qu'avec la refonte de celui-ci ? C'est vrai que de tels délits d'opinion inscrits dans la loi, cela faisait un peu tâche, même si cela faisait bien quelques décennies qu'aucun anarchiste n'avait été condamné en référence à celle-ci. Pour nous faire taire, on préférait par exemple envoyer une escouade de CRS saccager les locaux de Radio libertaire (1983), coupable d'exister en dépit de la déferlante des radios frics. Mais aujourd'hui, une autre réalité semble apparaître. Les procès se multiplient, qui mettent en jeu la liberté d'expression des individus dans notre société et ailleurs.

Récapitulons un peu : trois procès contre *Le Monde libertaire* en deux ans alors qu'il n'en avait pas connu depuis au moins dix ans ; un procès contre Radio libertaire (Paris), pour avoir lu au micro la lettre d'un détenu, jugé diffamatoire par l'institution pénitentiaire parce qu'elle dénonçait les conditions de détention ; un procès contre une publication de Reims de l'Organisation communiste libertaire pour avoir dénoncé la gestion douteuse d'une MJC.

Plus localement, des amendes à répétition infligées au groupe Humeurs noires par la ville de Lille à la Fédération anarchiste ou au Comité anti-expulsion de Villeneuve d'Ascq pour des collages d'affiches alors que les panneaux « d'expression libre » sont perpétuellement couverts d'affiches commerciales et que la municipalité ne fait pas respecter la libre expression du mouvement

social et associatif. Tout cela ne touche que les anars, pensez-vous ?

Une succession inquiétante

Continuons : le procès de Christophe Fetat à Lille en 1998, et d'autres militants du mouvement de chômeurs ailleurs en France ; le procès de Patrice Bardet, militant des luttes sur le logement en 1996, coupable d'avoir empêché l'expulsion d'un mal-logé ; le procès de Jacqueline Deltombe en 1997 et Michel Beurier en 1999, coupables de solidarité avec les sans-papiers ; le procès de la revue syndicale enseignante *L'École émancipée*, gagné par Le Pen ; les mul-

graphe Bettina Rheims pour avoir publié un album de photos représentant le Christ en femme aussi dénudée que dans n'importe quelle église ; les procès contre le *Canard enchaîné* pour avoir publié les déclarations d'impôt de grands de ce monde (sous l'accusation de recel de document) ; les astreintes astronomiques à l'encontre de l'éditeur d'un ouvrage dénonçant les magouilles des chambres de commerces ; dernièrement la censure économique (300 000 F d'amende !) à l'encontre du dernier « provider » Internet libre et sans publicité en France, Altern.org : en une seule fois, plus de 40 000 sites Internet hébergés par Altern ont été condamnés à mort

thème. N'oublions pas l'Épiscopat français, qui a créé, sur le modèle de l'AGRIF, sa propre association destinée à combattre les anticléricaux et blasphémateurs qui porteraient atteinte aux Saintes Icônes. Nous pouvons donc maintenant rajouter à cette liste peu glorieuse le Parti socialiste, en la personne de monsieur Pajon. Nous pensons que deux logiques parallèles concourent à mettre en péril la liberté d'expression.

La dictature judiciaire

La première, c'est le recours de plus en plus systématique à la justice pour empê-

cher de manière dilatoire ou économique l'expression d'un débat. Des innovations législatives comme cet article L427-24 ou le jugement rendu dans l'affaire Altern.org concourent grandement à l'efficacité de cette méthode, déjà largement éprouvée par Le Pen (il nous a fallu attendre des années pour savoir s'il était légalement possible de le qualifier de « fils spirituel d'Hitler », en attente du jugement dans un procès qu'il avait provoqué, procès perdu par lui).

Paradoxalement, la montée ne puis- sance de l'institution judiciaire, avec la multiplication d'enquêtes judiciaires dans des affaires politico-financières, pourrait bien légitimer la volonté gouvernementale de limiter la liberté d'expression : c'est l'objet d'un projet de loi sur la présomption d'innocence de la ministre de la justice. Ce projet provoque, dans *Libération* du 24 mars 1999, une levée de bouclier de la part des magnats de la presse et de l'édition, qui y voient une nouvelle menace pesant sur les écrits qu'ils publient : si on ne peut invoquer la diffamation, on pourra maintenant arguer beaucoup plus efficacement du non respect de la présomption d'innocence (des personnalités publiques, évidemment) pour intenter une action en justice.

La deuxième logique menaçant cette liberté d'expression si inconfortable pour les puissants, c'est que l'État a perdu une grande partie de l'intérêt qu'il trouvait à la défendre : le mur est tombé, les régimes communistes aussi. La guerre psychologique menée par le bloc occidental qu'on présentait comme « libre » — la preuve on s'y exprime librement ! — contre le bloc soviétique — où l'on bafouait la liberté d'opinion — n'est plus d'aucune utilité.

Pourquoi s'embarrasser dès lors de principes qui ne servent à rien ? Ainsi va-t-on jusqu'au bout de cette logique en Belgique, quand le 19 novembre 1998 a été votée une « loi organique sur les services de Renseignements et de Sécurité ». Celle-ci précise que les missions de la Sûreté de l'État belge sont « de rechercher, d'analyser et de traiter le renseignement relatif à toute activité qui menace ou pourrait menacer la sûreté intérieure de l'État et la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel, [...] le potentiel scientifique ou économique [...] ou tout autre intérêt fondamental du pays [...] ».

Ces activités qui menacent ou pourraient menacer, sont définies comme étant toute activité individuelle ou collective ayant un rapport avec l'espionnage, l'ingérence, le terrorisme, mais aussi « l'extrémisme », la prolifération, les organisations sectaires « nuisibles », les organisations criminelles, « en ce compris la diffusion de propagande, l'encouragement ou le soutien direct ou indirect, notamment par la fourniture de moyens financiers, techniques [...] ». Pour la définition d'une organisation criminelle, les parlementaires belges ont simplement repris l'article 324bis — contre lequel nos camarades de Belgique avaient mené campagne — comme menaçant de criminaliser l'ensemble du mouvement social pour de simples faits de grève. « L'extrémisme » est défini quant à lui de la manière suivante : « les conceptions ou les visées racistes, xénophobes, anarchistes, nationalistes, autoritaires ou totalitaires, qu'elles soient à caractère politique, idéologique, confessionnel ou philosophique, contraire en théorie ou en pratique aux principes de la démocratie ou des droits de l'homme, au bon fonctionnement des institutions démocratiques ou autre fondement de l'État de droit ».

Censure économique

Quoi qu'il en soit, la censure aujourd'hui ne s'exprime plus forcément à l'aide de ciseaux et d'oukases administratifs. Elle est essentiellement économique. Aurait-on imaginé, il y a quelques années, qu'une grande firme économique (Microsoft) aurait eu la tentation de déposer des copyright sur des mots courants du dictionnaire comme Word, Windows ou Internet Explorer ? De sorte que cette censure est constituée d'un appel constant à l'auto-censure. C'est vrai dans la presse dépendante à outrance du bon vouloir des annonceurs publicitaires, des investisseurs ou des décideurs (voir à ce sujet le film *Pas vu, Pas Pris*, du journaliste Pierre Carle). C'est particulièrement vrai en ce qui concerne l'expression sur Internet : condamner les providers à être responsables des pages qu'ils hébergent, c'est les condamner à jouer eux-mêmes le rôle de gendarme du réseau des réseaux ! Le libre expression, sur le net comme ailleurs, est en train d'en prendre un sacré coup.

Bertrand Dekoninck (Lille)



tiples procès intentés à *Charlie Hebdo* ou à d'autres journaux satiriques par l'AGRIF (officine du FN et de l'extrême droite intégriste spécialisée dans les actions en justice contre les antifascistes) ; le procès gagné à Bordeaux par un prêtre intégriste contre la photo-

parce qu'on avait jugé ce provider responsable du contenu d'un seul site (contenant des photographies illicites sur une personnalité du show-biz). La censure électronique n'en est qu'à ses débuts. L'acharnement judiciaire, et donc la censure économique, menacent en permanence les derniers journaux libres et les militants du mouvement social. Et les adversaires de la liberté d'expression utilisent cette arme à merveille.

Nous vous citons l'AGRIF et le Front national. Mentionnons également les Associations familiales catholiques, qui firent voter il y a quelques années la loi L427-24, permettant de faire condamner n'importe quelle publication ou produit, dès lors qu'il était jugé contenir des messages à caractères pornographique ou dégradant visibles par des mineurs (d'où la condamnation de B. Rheims par exemple). Ces associations mènent actuellement campagnes contre les jeux vidéo sur le même

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication : J. Toublet
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Les Informations dieppoises SA, 8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1997
 Routage 205 - La Vigie

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors serte inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	45 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	105 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	195 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	350 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sans bande uniquement).

(lettres capitales)
 Nom Prénom
 Adresse

Code postal Ville
 Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

La Corse entre barbouzes et gangsters

R IEN DE CE QUI ARRIVE EN Corse actuellement n'est surprenant, si ce n'est la surprise de ceux qui font mine de n'avoir pas vu plus tôt que l'État mafieux se bat contre un mouvement nationaliste qui n'a pas évité la dérive vers le banditisme, dans le but unique de mettre l'île en coupe réglée. Les milieux politiques traditionnels de l'île et les nationalistes se mêlent aujourd'hui au milieu proprement dit pour former un magma politico-mafieux.

La situation est probablement plus grave que ce que nous en percevons actuellement et il n'y a pas d'autre méthode que de procéder à un coup de ballais général. La nomination du préfet Lacroix et ses premières déclarations laissent à penser qu'on ne va pas dans ce sens et que l'État ne va pas tarder à retrouver ses vieilles méthodes après ses tentatives terroristes.

Les responsabilités de l'État

L'attitude de l'État en Corse ne peut que laisser perplexes tant elle semble irrationnelle et surtout contradictoire. Pourquoi depuis le début des années 1980 a-t-il négligé de protéger sur place ses représentations directes, et pour dire les choses, a-t-il accepté de se laisser bafouer ? Soixante-dix kg d'explosif, par exemple, font sauter le centre administratif de Sartène en 1995 : un attentat à « la libanaise » fait pour tout détruire, voir pour tuer. L'État répond en consentant aux nationalistes, lors de pourparlers alors secrets, une « enveloppe de destruction » d'environ 300 millions de francs. Les nationalistes arrêtés par la suite pour port d'arme illégal sont relâchés, avec leur arme, sur ordre du parquet ou du ministère de l'intérieur (Le Canard enchaîné du 9 août 1995). Pourquoi quelques années plus tard, ce même État, en est-il réduit à utiliser la violence terroriste contre les terroristes ? Les fils de l'intrigue sont actuellement impossibles à démêler mais les logiques apparaissent cependant nettement. D'abord, il est clair que le pouvoir central a participé au

développement de la violence et du terrorisme en Corse. C'est lui le premier qui intervient par la force à Aléria, provoquant la création du FLNC. C'est lui surtout qui tente déjà de couvrir par la force ses propres actes illégaux. En 1980, à Bastelica-Fesch, l'existence de barbouzes est dénoncée et prouvée par un groupe d'autonomistes qui réalisent une prise d'otage pour attirer l'attention. Le pouvoir fait encercler leur village par trois escadrons de gendarmes mobiles munis d'automitrailleuses. Cette action militaire contre ce que le ministre de l'inté-

prédécesseurs du préfet Bonnet à qui ont signalait « avoir aperçu des fusils-mitrailleurs défilant en fanfare devant la préfecture un soir d'élection » répondait (selon Le Monde du 5 janvier 1991) que ce phénomène était « culturel », une tradition alsacienne que « la choucroute en alsace ». Bref, il n'y a eu aucune politique suivie en Corse depuis 30 ans. Cela est lié à la présence d'une très importante diaspora corse, formant un lobby politique au plus haut niveau de l'État, d'où elle conduit (à son profit) la politique du pouvoir central dans l'île. Le gouvernement

du procureur de la République d'Ajaccio au journal « la Corse » en 1995 : « Tant qu'il y aura une quasi certitude chez le poseur de bombe qu'il ne sera pas arrêté, nous n'avancerons pas. Il faudrait pouvoir créer l'insécurité chez eux ». Le préfet Bonnet lui a répondu quatre ans plus tard « aujourd'hui en Corse, il n'y a plus d'impunité installée ». Il voulait « terroriser les terroristes » en utilisant les armes de l'État d'exception : le résultat est exemplaire.

Barbouzes et gangsters

Ce n'est pas un mystère, la Corse est un espace où le droit n'empêche pas d'agir de travers. Dans le cas des forces de répression cela s'appelle les barbouzes, et c'est monnaie courante. Même les syndicats de policiers et de magistrats les reconnaissent et dénoncent « les officines barbouzardes ». Ceux-ci attribuent les récents dérapages des gendarmes à leur statut de militaire qui leur interdit de se syndiquer et réclament la mise en place d'une police unique « d'essence civile ». Au-delà de cette guerre des polices, apparaît l'autre visage de l'État, celui des polices parallèles, des écoutes illégales, des enlèvements clandestins et des plastiquages.

Face à ces pratiques, les nationalistes ne sont pas en reste et la gangstérisation de l'île se généralise. De l'impôt révolutionnaire au racket, il n'y a qu'un pas et il est souvent franchit. La jeunesse insulaire a toujours vécu dans un état de violence. Le

gacoulé du FLNC prend des allures de justicier dans la représentation des jeunes. Le héros gangster et l'argent facile supplantent le mythe du clandestin sans en abandonner les accessoires. Il devient souvent difficile de distinguer entre milieu, mouvements nationalistes et clans politiques traditionnels. Cette dérive pitoyable ne doit pas faire oublier que le mouvement nationaliste s'est construit précisément contre le clanisme et la gangrène de la vie politique insulaire.

Le néo-clanisme de la droite libérale (José Rossi à Ajaccio et Paul Natali dans le grand Bastia) est à la tête des deux conseils généraux. Il n'a plus besoin exclusivement de l'État pour distribuer des emplois et être bien avancée : l'homme nouveau (qu'incarne Natali par exemple) est chef d'entreprise (une vingtaine dans le BTP et le tourisme pour Natali). C'est un homme d'argent avant d'être un homme de pouvoir, contrairement au chef de clan traditionnel. Il a besoin de la bénédiction des nationalistes pour mener à bien ses activités immobilières et il se heurte à l'État en bousculant les cartes d'un jeu ancien et établi. Tous les éléments sont réunis pour faire flamber une paillote illégale, et beaucoup plus encore. Nous n'en sommes probablement qu'au début de cette affaire.

F.G.



rieur qualifie lui-même « d'affaire de droit commun » légitime toute riposte armée. Le pouvoir giscardien a permis, par sa propre violence armée, la banalisation de la violence. Il a enclenché le cycle violence-répression. Par la suite, le pouvoir socialiste a introduit en Corse le permis de tuer sans encourir de peine. L'amnistie de 1982 (des crimes de sang) a effacé les poursuites contre le meurtrier d'un CRS mais aussi contre les policiers assassins de Batista-Fesch, qui ont tué deux passants. Enfin, l'État a minimisé constamment la violence. Un des

Balladur ne comptait pas moins d'un tiers de ses membres d'origine insulaire ou apparentés. Il n'y a plus grand monde pour croire que les hommes politiques corses n'ont pas, dans leur majorité, des liens avec la mafia, sauf ceux, peut-être qui croyaient hier que le nuage de Tchernobyl s'était arrêté aux frontières de la France. L'alternance de gesticulation, d'impuissance, voire de compromission du pouvoir conduit les fonctionnaires locaux à des attitudes pour le moins annonciatrices des événements actuels. On ferait bien de méditer la déclaration

■ **Bientôt une librairie anarchiste à Rouen!** C'est possible... si vous souscrivez. Envoyez vos chèques à CES, B.P. 4202, 76 723 Rouen cedex. CCP: 4 469 70 R 035 Rouen (mention librairie).

■ **Le groupe de Metz de la FA vient de faire paraître le n° 6 de son journal « Le Communiste ».** Disponible contre 4,50 F en timbres. Groupe de Metz, c/o CRES, B.P. 113-54510 Tomblaine.

■ **Vous souhaitez rencontrer la Fédération anarchiste ?** Les « relations intérieures » de la F.A. organisent une permanence le premier samedi du mois de 14 à 19 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011.

■ **Le groupe Proudhon de la F.A. vend le Monde libertaire tous les dimanches de 11 h à 12 h 15 sur le petit marché de Battant, place Jouffroy.**

■ **Un groupe anarchiste (militant FA et indépendants), « Libertad », s'est constitué sur la Seyne-sur-mer et Six-fours (Var).** On peut le contacter en écrivant : CEL C/O BN, BP 313, Les Iones, 83187 Six-Fours cedex.

■ **Un groupe F.A. est en constitution en Saône et Loire.** Pour le contacter : c/o La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

■ **Création d'un groupe FA sur Limoges.** Contact provisoire : Cares, Impasse des communaux, 86000 Poitiers.

Faits d'hiver

Gare au gorille!

Le 17 mai dernier, en lever de rideau du grand cirque des élections européennes à venir, le gros vociférant en chef du Front National Canal Historique a présenté officiellement la liste des 86 animaux malades de la peste qui composeront sa ménagerie.

86 vieilles carnes toutes plus has been les unes que les autres, blanchies sous le harnais de toutes les infamies, lamentables de jappements en tous genres, liquides au point de devoir s'adjoindre les services d'un quartieron de serpillières peinant à essayer d'éponger autant d'incontinences... c'était limite que Brigitte Bardot, dont on connaît l'amour qu'elle porte aux animaux, ne pousse son célèbre cri.

Borgne, mais pas aveugle, la bête immonde, juchée sur un promontoire surplombant le port de Sète, a essayé, après le couplet de rigueur sur « l'immigration-colonisation », de redorer le blason quelque peu terni de son malheureux équipage et de sa pitoyable maison de retraite.

Jean-Marie Le Pen a donc osé, sans rire, placer sa liste sous le parrainage du « poète-vigie Paul Valéry » et du « chanteur rebelle, pourfendeur de la pensée unique, Georges Brassens », et a même poussé le bouchon du grotesque jusqu'à aller déposer une gerbe sur la tombe de notre pote, située quelques centaines de mètres plus bas.

Ce gros singe fasciste en rut électoral a sans doute cru que ses singeries soulèveraient l'indignation du grand peuple libertaire et lui vaudrait quelques voix issues de la poubelle des petites gens en mal d'identification avec les bombements de torse de tous les dandys des gadoues.

Ce quadrupède, échappé une nouvelle fois de sa cage pour cause que certains s'obstinent à la fermer mal, ne pouvait bien évidemment pas comprendre, lui qui n'a jamais brillé ni par le goût ni par l'esprit, que son dandinement vers les robes des vieilles valeurs était vu d'avance à l'échec.

Les libertaires, en effet, l'ami Georges l'a pourtant chanté maintes fois, n'en pincent pas pour « le culte de la charogne », n'ont que mépris pour ceux qui s'y adonnent et ont suffisamment de bonnes raisons de se battre contre le fascisme pour ne pas habiller ce combat de billevesées pithecanthropiques.

Gare aux gorilles!

Jean-Marc Raynaud

En bref

A quoi servent les syndicats ?

PARMI LES TROP NOMBREUX exemples de dégradation de la vie sociale, l'état du syndicalisme en France n'est pas le moins éloquent. Qu'on en juge : Pour ceux qui y croyaient encore, il n'y a plus rien à attendre de la CFDT, puisque la tendance « tous ensemble » vient de se saborder en beauté. Avec un temps de retard sur le PCF, la CGT opère son actualisation idéologique (Robert Hue dirait « sa grande mutation ») avec pour résultat l'abandon pur et simple de la lutte des classes. Les syndicats SUD et CNT, sur des bases démocratiques et/ou révolutionnaires, luttent pour leur développement et leur reconnaissance, dans un contexte difficile de répression de l'activité syndicale et d'hostilité déclarée des grandes centrales.

Le reniement de plus d'un siècle d'histoire du mouvement ouvrier

Cette misère du syndicalisme correspond à un alignement sur le modèle européen, où domine largement un réformisme cogestionnaire et corporatiste attirant encore un plus grand nombre d'adhérents (même si partout en Europe, le taux de syndicalisation régresse). Pour beaucoup, donc, l'avenir est à un syndicalisme « d'accompagnement et de proposition », c'est-à-dire d'accompagnement des restructurations du capital et proposition de variantes apparemment moins défavorables pour les salariés, le tout dans une démarche constructive, voire cordiale...

Ainsi, les syndicats deviennent visiblement ce qu'ils étaient depuis longtemps déjà essentiellement : les organes indispensables du manage-

ment social, au sein desquels, par une subtile alchimie, la lutte des classes se transmute en « dialogue social ». Cette évolution, fondée sur le reniement de plus d'un siècle d'histoire du mouvement ouvrier, colle si bien à la modernité que le syndicalisme en adopte toutes les caractéristiques : absence de projet social, parodie de démocratie, critique sociale molle et confusionniste, hiérarchie et professionnalisme, goût prononcé pour le spectacle et la mystification, réduction des individus aux rôles d'électeurs-consommateurs censés élire des dirigeants syndicaux et consommer du syndicalisme.

Tirer les leçons du passé

La seule façon d'en finir avec cette misère syndicale et sociale, c'est, encore et toujours, de reprendre le projet révolutionnaire, et donc la lutte des classes. Il faut pour cela tirer les leçons du passé, tenter de comprendre pourquoi l'ancien mouvement ouvrier a fini par tomber si bas. Faute de quoi, les efforts de reconstruction d'un syndicalisme de lutte (SUD, CNT...) risquent de n'aboutir qu'à la nouvelle jeunesse d'un mouvement qui a déjà échoué. Si personne ne peut sérieusement prétendre détenir toutes les réponses aux problèmes que pose le syndicalisme dans la lutte des classes, il s'agit au moins de les identifier clairement : en nier l'existence ou l'importance, serait ou bien mentir (pour ne pas « désespérer Billancourt » ?) ou bien croire en quelque chose comme la sagesse innée de la classe ouvrière. Dans les deux cas, ce serait œuvrer pour une cause perdue. On peut distinguer deux types de problèmes :

1- Ceux relevant du fonctionnement même du syndicat : constitution d'une bureaucratie syndicale qui, sous prétexte d'efficacité, instaure une division entre les dirigeants et la « base » ; institutionnalisation du syndicat comme « partenaire social », et finalement nécessité de conserver cette reconnaissance, au besoin en calmant la combativité des adhérents ; taille critique du syndicat et caractère permanent de l'organisation, qui devient une sorte de patrimoine (immobilier, financier, historique...) à conserver à tout prix ; lutte entre les syndicats pour la conquête ou la conservation de « parts de marché » dans le champ de syndicalisation...

2- Les questions liées au projet social : risques de corporatisme (c'est-à-dire le contraire de la solidarité) ; degré de réformisme (le syndicat est-il l'organe d'un « parlementarisme économique » ou l'organe de lutte pour l'abolition du salariat et des classes sociales ?) ; degré d'indépendance par rapport aux partis politiques ; recherche de l'unité et risques liés au « démocratisme » (c'est-à-dire l'absence de prédominance d'une majorité pragmatique, prudente, voire timorée...). Tous ces problèmes ne sont distingués ici que pour les besoins de l'analyse. Dans la pratique, ils sont intimement liés qu'il est impossible d'en résoudre un isolément. Et fina-

l'intérieur de la domination capitaliste. La lutte pour ces acquis ne garantit en rien l'émergence d'une conscience de classe. Celle-ci ne peut se construire que par la formation collective, c'est-à-dire la discussion permanente et égalitaire au sein des organisations prolétariennes (tout le contraire, donc, de la simple adhésion à la CGT, au PCF ou aux organisations candidates à la succession historique...). Cette conscience de classe, à la fois volontariste et démystificatrice, est seule à même de développer un projet d'émancipation sociale, des modes d'organisations adaptés aux circonstances de la lutte, un fonctionnement démocratique et égalitaire, un refus du « dialogue social » fallacieux.

« Chaque grève recèle le spectre de la révolution »

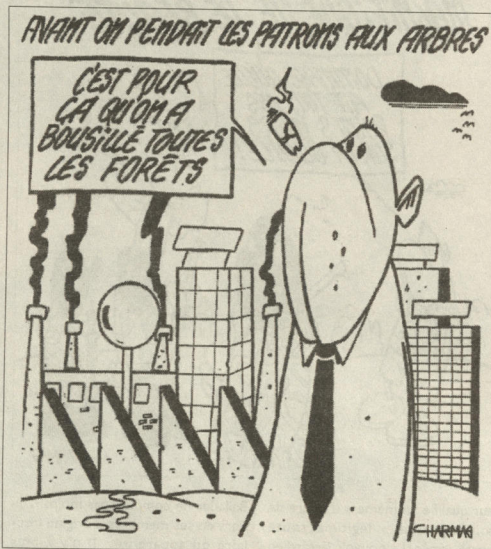
Pour compléter ces réflexions, mais surtout afin de rappeler que ces questions ne datent pas d'aujourd'hui, il n'est pas inutile de citer deux auteurs prolétariens, l'un « anarchiste » (Errico Malatesta), l'autre « marxiste » (Anton Pannekoek) :

« Mais nous ne saurions être syndicalistes si, par syndicalisme, on veut entendre telle doctrine qui voit dans le seul fait du syndicat ouvrier une vertu spéciale devant automatiquement [...] conduire à l'affranchissement du joug capitaliste et à la constitution d'une société nouvelle » (Errico Malatesta, « Le Réveil », nov. 1913).

« Certains patrons, bornés, ne comprennent pas cela, mais leurs chefs politiques, plus avisés, savent très bien que les syndicats sont un élément essentiel du capitalisme » (Anton Pannekoek, « Les Conseils Ouvriers », 1942).

Il y a plus d'un siècle, un ministre prussien fort lucide a pu dire que « chaque grève recèle le spectre de la révolution ». La justesse de cette phrase sera un jour définitivement prouvée. Il nous faut pour cela trouver les points de convergence entre anarcho-syndicalisme, syndicalisme révolutionnaire et conseilisme. Ainsi pourra se clore cette période où malheureusement « chaque grève recèle le spectre de la négociation ».

groupe Malatesta



Emploi-jeunes : la galère continue !

DÉPUIS LE DÉBUT DE LA MISE EN PLACE DES emplois-jeunes, nous n'avons eu de cesse dans le *Monde libertaire* d'en faire la critique, sur ce qu'ils représentent dans la société de par leur statut de nouveau précaire. Et de futur (e) chômeur (euse). Hasard ou coïncidence, nous ne sommes pas les seuls, même si l'analyse qui en a été faite par la commission du sénat chargée de l'éducation peut nous paraître plus que douteuse à un mois et demi des élections européennes. Mais ne soyons pas médisants : il est évident que des sénateurs de droite ne vont pas faire la publicité d'une mesure d'incitation à l'embauche venant d'un gouvernement de gauche.

Mais embauche ne veut pas dire statut, et que ce soit dans l'Éducation nationale ou ailleurs, les problèmes sont les mêmes. Alors, comment faire lorsque l'on est seul ou peu nombreux sur son lieu de travail et que l'on veut se bouger ? Il n'y a pas cinquante solutions : l'individu lambda se doit de contacter un syndicat, soit maison, soit celui avec lequel il a le plus d'accointances.

Des cultures syndicales différentes

Sur le Rhône, dans l'Éducation nationale, il existe deux collectifs qui fonctionnent plus ou moins bien, mais qui ont chacun une étiquette syndicale. L'un est « affilié » au Snu-ipp, le syndicat majoritaire dans le primaire, l'autre est plus proche de la CGT-éducation. Ce qui est flagrant, ce sont surtout leurs approches différentes. Le collectif issu du Snu-ipp est vraiment « dirigé » par le secrétariat départemental, alors que celui de la CGT est libre de ses choix, de ses textes, de ses actions. Action : c'est bien là que les

emplois-jeunes excellent, et depuis le début, ceux-ci veulent faire aboutir leurs revendications.

Début mai, le 4 exactement, le collectif proche de la CGT appelait à une grève sur le département du Rhône. Seul, car le Snu-ipp n'a pas voulu suivre. Une première journée de lutte qui a rassemblé près de 150 emplois-jeunes à la Bourse du travail de Lyon. Avec la matinée consacrée à la discussion, à l'élaboration collective du matériel de manifestation, et à la liste d'emplois-jeunes qui allait rencontrer dans l'après-midi une personne de la préfecture de Lyon, afin de lui exposer leurs revendications. Après le rectorat, c'est donc directement aux représentants de l'État que sont allés se confronter les emplois-jeunes.

La lutte continue !

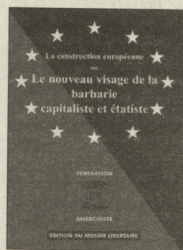
Même si l'on n'est rien sorti de cette entrevue, ce fut tout de même une mobilisation réussie. De par la pêche qu'avait la manifestation, de par le nombre de personnes à la réunion. Même si certains disent que s'il n'y avait pas eu une étiquette syndicale aussi voyante, il y aurait sans doute eu plus de monde. Toutefois, le collectif n'a semblé-t-il, aucune envie de s'autonomiser complètement d'un syndicat qui accepte cette façon de militer.

C'est bien aussi aux individus de choisir avec qui ils veulent s'engager et surtout comment ils veulent le faire. Cette approche semble enfin rencontrer un écho parmi les précaires de l'Éducation nationale. En espérant que le collectif s'élargisse et devienne une véritable force de lutte. Mais cela, on peut leur faire confiance. La pêche, ils l'ont !

Jérôme - groupe Saornil (Villeurbanne)

lement, ils peuvent se résumer à une question centrale : l'articulation entre les nécessités de la lutte, concrète, pour des buts partiels (les fameux acquis sociaux) et la construction d'une conscience de classe (aujourd'hui appelée plus abstraitement « solidarité »).

Les acquis sociaux ne sont rien d'autre que la politesse (passagère) des rois ou si l'on préfère, les signes d'une gestion intelligente des conflits



Surprenant, quand même cette construction européenne, dont on nous parle qu'une fois tous les cinq ans et qui, pourtant, a d'aussi grandes conséquences sur notre vie quotidienne. De directive en directive, d'accord de Schengen en traité de Maastricht, l'Europe se construit sous nos yeux et pourtant hors de notre regard. Bien qu'elle ait des implications croissantes sur nos conditions de vie et de travail, pour l'individu lambda elle reste malgré tout une notion pour le moins floue.

Qu'est-ce que la construction européenne ? Par qui est-elle menée ? Pourquoi, comment et à qui profite-t-elle ? Quelles luttes développer dans ce nouveau contexte ? Cette brochure ne prétend évidemment pas répondre à toutes les questions. Nous espérons toutefois qu'elle y contribuera à sa manière. Ce sont les petits ruisseaux qui font les grandes fleuves, non ?

La construction européenne ou le nouveau visage de la barbarie capitaliste et étatisé. Groupe Lucia Saornil - Éditions du Monde libertaire - 20 F

La CGT entre à la Confédération européenne des syndicats avec la bénédiction de la CFDT

Recomposition syndicale de collaboration

« CONTRE LE REPLI sectaire, pour l'ouverture démocratique », proclamaient, haut et fort, en février dernier, la direction de la CGT et son nouveau secrétaire général, Bernard Thibault. Ce dernier, pour illustrer plus clairement sa pensée, qui serait tout à la fois assise sur les principes et ouverte aux évolutions, fit référence dans son discours inaugural, à propos d'unité syndicale, à Benoît Frachon. Un tel patronage, sans doute, avait pour objectif de rassurer les plus sourcilieux défenseurs de l'orthodoxie confédérale. La CGT, certes, évoluait mais elle se situait encore sur un terrain de classe; seule la situation sociale avait évolué, ainsi que la conscience des salariés, exigeant une adaptation. L'organisation syndicale aujourd'hui séculaire s'affirmerait, selon les dirigeants de la centrale, toujours semblable à elle-même.

Voire... L'ambiguïté a été permanente durant les assises confédérales. Un membre du bureau confédéral, Maryse Dumas, pour ne citer qu'elle, préconisa, par exemple, que le mouvement syndical adopte une attitude « pragmatique » sur la question de l'annualisation du temps de travail. Que signifie ce pragmatisme-là sinon que la CGT va accepter que ses fédérations décrochent en masse des anciens contrats de travail au temps de travail fixe? La rupture proclamée avec la « culture du tout-contestataire » signifierait donc un glissement vers la droite, un rapprochement significatif avec le bloc syndical collaborationniste formé par l'UNSA, la CFCT et la CFDT.

On doute que la réception type Foire du Trône que la direction confédérale crut devoir organiser autour de la présence de Nicole Notat ait été placée sous le signe du syndicalisme de classe. Ce n'était d'ailleurs pas là son objet, puisque ce dernier consistait essentiellement à se faire remarquer comme un bon élève poli et discipliné par les instances de la Confédération européenne des syndicats (CES), naguère encore, pour la CGT, un nid de vipères social-démocrates. Il ne s'agissait pas d'une simple bouffonnerie festive mais de la représentation symbolique d'une nouvelle politique. Pour ce faire, ceux qui se sont proclamés longtemps les tenants, dans l'Hexagone, de la fermeté bolchevique ont dû, toute honte bue – voilà une image qui s'impose d'elle-même – accepter de trinquer aux succès futurs de cette politique novatrice avec le porte-parole le plus autorisé de la collaboration de classes...

Comme on le sait, quelques semaines après la clôture du congrès confédéral et les démonstrations excessivement conciliatrices et unitaires de Thibault, Viannet et consorts, le mardi 16 mars exactement, le comité exécutif de ladite CES sut se montrer reconnaissant devant de tels efforts et acceptait l'affiliation de la CGT française, à l'unanimité moins deux voix, celles détenues par la sœur ennemie, la CGT-Force ouvrière de Marc Blondel.

De nombreux militants de la Confédération ne s'y sont pas trompés; ils ont posé et posent encore la question: « Jusqu'où ira la CGT dans la conciliation pour recevoir quelques miettes de la manne financière de la CES et de l'Union européenne? » Une partie importante des militants de la Fédération de l'énergie, dès ce même mois de mars, a jugé beaucoup trop « conciliante » l'attitude de la direction fédérale à propos de la directive électricité; il fut même affirmé par ces mêmes militants que cet abandon de la culture du tout-contestataire avait un rapport direct avec la présence du secrétaire général de la Fédération de l'énergie sur la liste de la gauche plurielle présentée aux prochaines élections européennes par Robert Hue, secrétaire du parti communiste...

Anticapitaliste ou antilibérale

Maintenant « conciliante » et « pragmatique », opposée à la culture du « tout-contestataire », depuis quelques mois acceptée comme syndicalement correcte par les Trade Unions britanniques, le DGB allemand ou les LO des pays scandinaves, la Confédération générale du travail de France est-elle encore anticapitaliste?

Lorsque Thibault se réfère à Benoît Frachon, il évoque, à travers ce personnage devenu un symbole, une des idées-forces auxquelles les militants de la CGT étaient attachés et le sont encore pour beaucoup d'entre eux. À savoir que la CGT, depuis son origine, s'est placée sur un terrain de lutte de classes. La vie militante de Benoît Frachon exprime cette continuité, de l'anarchosyndicalisme de sa jeunesse au marxisme stalinien de sa maturité, d'autant qu'on sait maintenant, grâce à divers ouvrages d'historiens non partisans, que ce parcours s'accompagna d'un réel esprit d'indépendance, de franc-parler et de courage. En outre, comme le dit Robrieux dans la notice bibliographique qu'il lui consacre, Frachon avait « gardé quelque chose des manières simples et directes de l'ouvrier syndicaliste révolutionnaire de Saint-Etienne qu'il avait été »; on aimait bien cela dans la Confédération...

L'inflexion droite donnée en février consistait à s'éloigner de cette culture ouvrière-là, celle qu'on appelle, pour la discréditer, le tout-contestataire, alors qu'elle n'est que l'aspiration, refoulée mais toujours présente, à ne prendre en compte que les intérêts du salariat, de la revendication à la révolution sociale. Non pas que la CGT française

La maison CGT présentera donc, dans les mois et les années à venir, une façade repeinte en couleur pastel pour accompagner la nouvelle orientation de conciliation dans les négociations, avec une redéfinition de son image et le recours, sans doute, aux techniques de publicité pour se promouvoir, sans oublier la bénédiction des syndicats français de collaboration de classes, notamment de son chef de file, la CFDT. Ces conditions remplies, les moyens matériels ne lui manqueront pas...

Côté jardin, la vieille CGT va s'efforcer de conserver un minimum d'implantation militante, avec des syndicats et des sections d'entreprise capables d'encadrer convenablement les conflits sociaux. Les tensions inévitables entre les deux préoccupations devront être gérées au plus haut niveau, au coup par coup. Une illustration de cette nouvelle situation se développe aujourd'hui à la SNCF.

Pourquoi tant d'efforts?

Pourquoi tant d'efforts? pourrait-on rétorquer. Si on comprend sans peine le souci de l'appareil confédéral et communiste de perdurer et, si possible, de se renforcer grâce aux moyens dont dispose la CES, on peut se demander pourquoi la social-démocratie syndicale européenne, avec ses 54 millions d'affiliés, n'a pas laissé la CGT française vieillissante s'affaïsser tranquillement? Pourquoi l'aide-t-elle à survivre, au lieu de l'achever?

Peut-être est-il utile, à ce point du raisonnement, de se souvenir des derniers soubresauts sociaux, et surtout de la grande grève de novembre et décembre 1995, événement qui montre que si la conflictualité est affaiblie, ou plutôt assoupie, elle peut, soudainement et avec une force incomparable, se réveiller et représenter une gêne réelle pour les projets de réorganisation du capitalisme français et européen. Cette force potentielle, jaillissant tout à coup tel un raz de marée qui bouscule et renverse les ministres et les bureaucrates, il importe de la dompter ou, au moins, de l'amoindrir.

Or, en France, à la différence des autres pays de l'Union européenne, existe encore une grande organisation historique et représentative dont la normalisation n'est pas encore complètement achevée. Dans laquelle nombre de militants savent se rebeller et ne sont pas encore réduits à l'état de zombies sociaux par les promesses de l'avenir rose et néolibéral. De leur formation stalinienne, aujourd'hui que l'Union soviétique n'est qu'un souvenir, ils conservent quelques réflexes de classe et une roborative mauvaise humeur revendicative; ils sont affaiblis mais non annihilés; ils contrôlent encore des bastions dans l'appareil économique, surtout dans les transports ferroviaires et l'énergie. Même si ces grognards du syndicalisme revendicatif ne réussissent pas à arrêter, à détourner ce que les dirigeants du capitalisme jugent indispensable de réaliser aujourd'hui, ils peuvent le

retarder et en augmenter le coût social et financier. De plus, parfois, ils s'ajoutent à l'extrême gauche associative et syndicale et réussissent alors à polluer vraiment l'image de la démocratie libérale et de l'Etat de droit. Ils suggèrent, en outre, faute suprême et impardonnable, aux millions de citoyens de l'Europe, en arrêtant les trains ou en manifestant par milliers dans les grandes villes, qu'on peut résister à la logique libérale et à sa prétendue rationalité. Et ils affirment sans vergogne que cette dernière n'est rien d'autre que le discours de défense des intérêts des propriétaires de parts du capital.

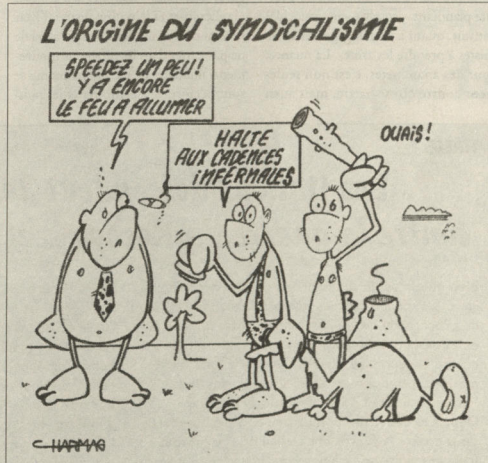
Il s'agit donc de les apprivoiser ou de les réduire, parce que, par leur entremise, la population laborieuse ou chômeuse, qu'on ne ménage guère, peut exprimer son mécontentement. Il s'agit, plus précisément, d'acheter les chefs pour briser les soldats. D'appliquer la méthode de ce général macédonien qui préconisait la corruption pour conquérir, sans coup férir, les bastions: « Aucune ville fortifiée ne résiste à un mulet chargé d'or! »

La poignée de main entre Thibault et Notat, l'adhésion récente de la CGT à la CES signifient que les deux parties, naguère concurrentes et opposées, se sont comprises. La direction de la CGT vient de monnayer son implantation ouvrière contre des subsides de l'appareil syndical de l'Union européenne et la présence de ses permanents dans les instances continentales de négociations; la majorité de la CFDT reconnaît qu'elle ne peut, seule ou avec la CFCT et ses autres alliés, jouer le rôle de modérateur, en clair de jaune, qu'on attend d'elle. En cas de conflit, comme fin 1995, elle serait débordée. Un mariage de raison vient donc de s'opérer sous nos yeux, qui scelle l'amorce d'une collaboration lourde de menaces pour les conditions de vie des salariés...

Immédiatement, bien sûr, on perçoit que la situation française, bientôt, va ressembler à celles d'autres contrées de notre continent, un peu l'Italie, divisée entre la Triplique syndicale et les cobas, et surtout l'Espagne. En effet, chez notre voisine d'outre-Pyrénées, l'évolution droitiste des Commissions ouvrières a laissé peu à peu à d'autres forces syndicales, petites mais en accroissement continue, une terrain revendicatif et activiste qu'elles occupent avec ardeur? Nous pensons, en particulier, aux anarchosyndicalistes de la CGT espagnole qui renforcent régulièrement leur implantation dans les grandes entreprises de la Péninsule.

La reconstitution déjà avancée des organisations de collaboration de classes commence à s'accompagner de son pendant sur la gauche de l'échiquier syndical européen. Les années à venir verront-elles une résurgence du syndicalisme révolutionnaire? Qui se construirait peu à peu sur la perte de combativité et de crédibilité des centrales historiques gangrenées par la social-démocratie. Ce sera une question que nous aborderons dans un prochain article.

Jacques Toublat



L'orientation du congrès, tout au moins celle que les permanents de la direction centrale ont voulu impulser, laisse à penser qu'aujourd'hui la vieille confédération serait plus antilibérale qu'anticapitaliste, c'est-à-dire que la CGT ne condamnerait plus, dans son principe, le système social et politique dénommé capitaliste, mais seulement sa forme libérale telle qu'elle est appliquée, par exemple, dans les pays anglo-saxons. C'est d'ailleurs ce qu'on crut comprendre la plupart des commentateurs. Mutation de ligne confirmée quasi immédiatement par l'adhésion à la CES.

Cette rupture, car il s'agirait alors bien de cela, dans la trajectoire historique de la CGT pourrait avoir plus d'importance que beaucoup d'observateurs l'ont perçu et signalé.

subisse dans les mois qui viennent, à l'instar de l'évolution à rebours qu'on impose depuis quelques années à sa sœur espagnole, les Commissions ouvrières, une sorte de séisme culturel. Mais le groupe dirigeant de ce qu'on nommait il y a encore peu de temps le mouvement communiste français paraît décider à lui imposer, plus lentement, une longue marche idéologique.

Deux impératifs, contradictoires à l'évidence, le motivent; tout ensemble le maintien de ses avantages institutionnels – y compris la possibilité de maintenir et de faire fonctionner son appareil de permanents professionnels et de négociers dans toutes les instances possibles, nationales et internationales – et la préservation d'une liaison satisfaisante avec les masses.

Médias et Kosovo

INFLASSEMENT, DEVANT chaque conflit où l'Europe est engagée, médias européens et vedettes de ceux-ci réhabilitent le leitmotiv « plus jamais ça ! », sans réflexion, comme une formule rituelle d'une nouvelle religion animiste.

Pour eux, on ne peut, « déceimment » laisser faire certains débordements qui choquent les bonnes consciences. Ainsi des crimes d'Hitler, de Milosevic, de Karadzic... ; alors que d'autres ont été moins reconnus, en leur temps : Staline ou les Khmers rouges, ou le sont moins aujourd'hui : Soudan, Rwanda et de multiples conflits d'Asie du sud-est (Bangladesh, Birmanie...) ou d'Amérique latine (envers des minorités « indigènes » bien souvent). Ces autres x-cifés à grande échelle ont l'excuse (!) de frapper des mondes moins semblables aux nôtres et donc de moins nous renvoyer les réalités de cette guerre au Kosovo qui choquent tant après celle en Bosnie. Ce ne sont plus simplement des images ou des commentaires de mort, de torture, de viol et de déportation mais, d'un coup, soi-même qui lutte pour la survie et contre l'horreur. Le fait que l'ennemi choisi soit lui-même si proche, si semblable, renforce la haine et l'aveuglement et conduit de manière irrationnelle à la volonté d'agression contre « le » mal : ce mal désigné est une autre population pour laquelle on ne reconnaît plus, ou la, le droit d'être formée d'individus mais, que l'on désigne comme une somme de multitudes de criminels de guerre en action ou en pensée. Le plus tragique de l'histoire et de l'Histoire c'est le manque d'esprit de conséquence envers le leitmotiv cité.

Hypocrisie occidentale

Il semble entendu, dans notre monde merveilleux, qu'il ne soit plus permis à des dirigeants d'attenter aux populations civiles en tant que problèmes à éliminer ou à éradiquer. On ne pose jamais la question de l'accession au pouvoir de ces dirigeants et, encore moins, la question du pouvoir. L'origine commune de ces drames comme souvent, tient dans cette soit disant nécessité de choisir des chefs, toujours bons ou meilleurs, et par là même de les accepter sous peine de guerre civile. On dénonce par ici Milosevic et par là Hussein, mais on les a courtisés pendant des années ; on leur fait la guerre, mais on souhaite prendre paisiblement le thé avec eux. Parfois on parle de juger quelques criminels de guerre – catégorie où ne rentre pas les chefs d'État, aussi longtemps qu'ils le sont – mais pas de juger les systèmes qui les créent et les entretiennent. Si prétendre que le Troisième Reich n'est pas Hitler mais les élections, ou que Staline est la seule et logique conséquence de la pensée de Marx sont des formules un peu courtes, on ne pourra jamais économiiser la réflexion. Loin de ces débats, la guerre est là ! Elle a toujours été présente – pas partout à la fois – et celle qui préoccupe le plus notre canton occidental est cette tragédie qui détruit le Kosovo et dont on ignore évidemment les futures extensions.

Souvenons-nous du conflit entre les visions confédérale et fédérale – celle du gouvernement de la Serbie – de la Yougoslavie qui de débat idéologique, politique et économique a abouti à l'indépendance de la Slovaquie, puis à la

guerre croato-yougoslave et, provisoirement, à la folie bosniaque. L'étape suivante ou, selon beaucoup, le retour à la première étape de ce conflit, est le Kosovo. Comme le conflit bosniaque, le conflit kosovar pousse les Occidentaux à réagir, à s'engager, à choisir leur camp. Celui de l'agresseur contre l'agresseur quitte à se tromper dans la définition de l'agresseur : à nommer une armée ou des mouvements armés, peuple ; à nommer peuple, une population ; à nier l'existence individuelle de tous ceux qui sont sous la coupe du pouvoir de l'ennemi et à exalter celle de ceux qui sont dans le camp « ami ». C'est-à-dire des civils massacrés par des Serbes en uniforme ou, pour les hommes survivants, réémbranchés comme chair à canon, méprisés et à exalter celle de ceux qui sont dans le camp « ami ». C'est-à-dire des civils massacrés par des Serbes en uniforme ou, pour les hommes survivants, réémbranchés comme chair à canon, méprisés et à exalter celle de ceux qui sont dans le camp « ami ».

L'avenir de la région est inquiétant. La guerre au Monténégro ou en Macédoine est crainte par beaucoup, à raison. Les Bulgares ont majoritairement – pour ceux qui voudraient agir – trop peur, de par leur histoire, d'être dans le camp des perdants et préféreraient certainement s'accrocher à un semblant de neutralité. L'État hongrois, lui, n'a aucun intérêt à intervenir dans ce conflit et son adhésion récente à l'OTAN l'handicape fortement par rapport à son souci de ne pas nuire aux populations magyarophones de Voïvodine et, incidemment, de Roumanie, de Slovaquie et d'Ukraine. La Grèce reste l'État le plus imprévisible de la région dans ce conflit et l'hystérie long-temps entretenue autour de l'indépendance d'un pays utilisant le nom de « Macédoine » inquiète sur les conséquences de l'exaspération nationaliste. Toutefois, les conflits les plus probables déchireront les populations d'Albanie et du Kosovo, même après un retrait des armées yougoslaves.

Des intérêts multiples...

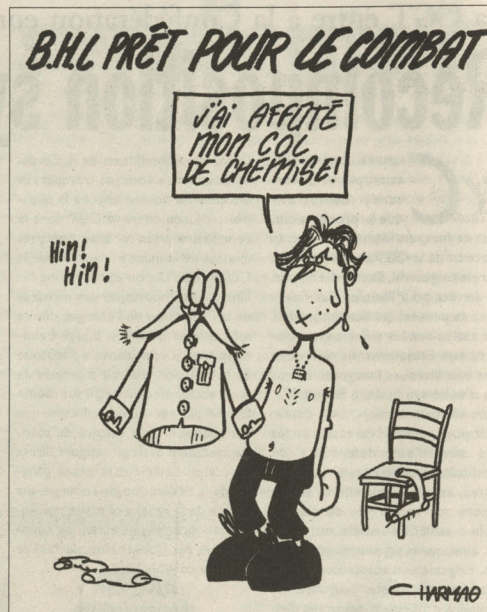
Alors que l'Albanie vit un état de guerre civile de « basse intensité » pour utiliser une expression à succès et que les mouvements armés indépendantistes kosovars, notamment l'UCK (armée de libération du Kosovo) qui pratique l'enrôlement forcé, essaient de se placer pour l'après-guerre, il serait douteux que les parties en conflit en Albanie ne tentent de profiter de ces nouvelles données. Au mieux, les potentats locaux n'essaieront pas d'utiliser l'UCK si cet allié devient trop puissant. Mais, même si les mouvements de « libération nationale » se battent assez longtemps, ils n'atteindront pas de crédibilité ou d'efficacité militaire contre les forces serbes dans un pays dépeuplé. Ils peuvent toutefois imposer leurs chefs comme seuls recours contre le gouvernement yougoslave. L'UCK est la mieux placée pour éliminer les autres groupes armés comme les Forces armées de la république du Kosovo (FARK) proches de la Ligue démocratique du Kosovo, puis la LDK elle-même avec Ibrahim Rugova.

À l'évidence, ni l'unification des territoires albanophones, ni la serbisation du Kosovo ne créera une nouvelle stabilité. Tôt ou tard, il y aura un partage des biens des expulsés, Serbes, Turcs, Tsiganes ou Albanais, des prébendes à distribuer, et des reconstructions où de

nouvelles mafias vont émerger et d'anciennes se renforcer et, quelles que soient leurs langues, elles sauront collaborer. Entre temps, la Serbie peut encore se déchirer entre Serbes, non-Serbes, vrais Serbes, sous-Serbes et sur-Serbes, l'Albanie présente ou future entre Albanais, non-Albanais, vrais Albanais, sous-Albanais et sur-Albanais. Et comme pour la Yougoslavie, une réaction commune, en Occident, sera de se désintéresser de « ces » gens qui ne savent que s'entre-déchirer. Mais, la question devrait être pour qui ? et non pour quoi ? ; les guerres présentes ne diffèrent en rien des précédentes, ceux qui se battent pour un Kosovo indépendant ignorent parfois qu'ils ne peuvent en même temps se battre pour un Kosovo libre dans un monde libre. Leurs dirigeants n'ont pas cette naïveté. Beaucoup d'intérêts personnels de pouvoir, ou d'ambition, en d'intérêts financiers prospèrent dans les guerres et une paix rapide va souvent à leur rencontre.

Alors, que faire ?

C'est cela qui rend difficile la tâche des anarchistes dans les guerres. Se battre contre une dictature ou un nationalisme, ou ne pas intervenir militairement ? Si, en 1914, aller en 15 jours à Paris ou à Berlin aurait dû n'avoir aucun intérêt pour les anarchistes, la guerre entamée par ou contre l'Allemagne nazie (et plus particulièrement ses conséquences : l'installation d'une dictature planifiante – en plus – un génocide) pouvait, quant à elle, engager les anarchistes à prendre les armes. La nuance, pour des anarchistes, c'est non seulement contre qui se batte, mais aussi



avec qui prendre les armes : maquis, sabotage, armée régulière ou rebelle ; c'est bien la question de pour qui et du pour quoi on se bat... et du comment. Par projet politique (la chute du nazisme et du fascisme comme préalable à celle du franquisme), beaucoup de compagnons espagnols feront le choix du combat, y compris dans l'armée. Les anarchistes de l'ancien territoire yougoslave ont su – pour ceux qui le sont restés – nommer leur ennemi : la dictature et le nationalisme, l'État présent ou à venir. Ils ont choisi aussi de ne pas entrer dans les différents mouvements militaires ou paramilitaires qui se sont déchirés les territoires et les pou-

voirs. Mais comme les « démocrates », ils ont du mal à faire entendre leur discours à côté des nationalistes et même auprès des médias occidentaux.

J'espère que beaucoup d'anarchistes tiendront compte de l'action et du discours de compagnons qui vivent ce conflit, comme, en leur temps, beaucoup – jamais assez – ont su écouter leurs compagnons cubains contre la normalité guévariste et fideliste. N'oublions pas aussi que, partout dans le monde, l'on cherche à connaître et comprendre l'avis et l'analyse des anarchistes des pays européens membres de l'OTAN.

Claude Delattre

ITALIE

Les Italiens descendent dans la rue contre la guerre au Kosovo ...et l'Etat réprime

Bien que la péninsule italienne confine avec l'hexagone, les médias officiels français, fidèles à leur rôle de propagande de la pensée dominante, ont peu fait écho de la mobilisation de la population italienne contre la guerre au Kosovo. Une telle fuite d'informations pourrait en effet donner des idées en France, et il paraît donc opportun de l'ignorer.

Depuis le début des bombardements, les manifestations contre la guerre ont eu lieu un peu partout en Italie et commencent à peser sur le moral du gouvernement de l'ex communiste D'Alma et de ses acolytes de tous bords (ex-démocratie chrétienne, verts, néo-démocrates, vétérato-staliniens...).

Les cortèges rassemblent également, suivant les lieux et les dates, des manifestants provenant d'horizons très divers : pacifistes, antimilitaristes, centres sociaux, Rifondazione Comunista (à l'opposition depuis la chute du gouvernement Prodi), et bien sûr les anarchistes. Ces derniers, que se soit la F.A.I., l'U.S.I.-A.I.T., la F.A.S. (Fédération Anarchiste Sicilienne), ont multipliés dès le début du conflit les initiatives contre la guerre, agissant soit seuls soit au sein de collectifs. Parmi les événements significatifs, on peut citer l'organisation à Rimini, le 24 avril, d'une manifestation nationale appelée par la F.A.I. (environ 1.000 personnes), la grève générale appelée par les syndicats de base et l'U.S.I.-A.I.T le 13 mai (10.000 personnes à Milan, 5.000 à Rome et Turin). A côté de ces initiatives, des manifestations avec des appels plus consensuels ont réuni jusqu'à 100.000 personnes. On peut donc voir qu'en comparaison à ce qui se passe en France, et dans les autres pays euro-

péens (Grèce exclue, mais dans ce cas une position pro-serbe est bien enracinée au sein du régime), l'Italie constitue une exception à la règle.

Face à cette mobilisation de la population, l'État italien commence à durcir le ton, de manière à tuer dans l'œuf tout mouvement de plus grande ampleur. Lors de la manifestation du 24 avril à Rimini, un imposant déploiement des forces de l'ordre et de l'armée à encadrer le cortège, tentant d'imposer un climat de tension qui n'a abouti heureusement à aucun incident. A Turin, par contre, le 1er mai a vu se dérouler de graves incidents après la manifestation où une imposante présence policière avait déjà annoncé le ton. Le centre social Askatasuna, dans lequel se tenait un repas festif, a été dévasté par la police et les carabinieri et plus de 90 personnes ont été arrêtées et tabassées, hommes, femmes et enfants. A Florence, le 13 mai, la police a tiré des lacrymogènes à hauteur d'hommes pendant la manifestation liée à la grève générale. La réaction violente de répression de l'état italien et le climat de tension qu'il impose à toute contestation à la guerre démontre que la perspective d'une mobilisation d'ampleur de la population effraie les tenants du pouvoir.

Nous sommes bien évidemment solidaires des camarades italiens harcelés par l'État et sa police ainsi que de toutes celles et tous ceux qui luttent contre la guerre au Kosovo ou ailleurs, militants, insoumis ou déserteurs.

Nicola, Ariane. – groupe La Sociale (Montpellier)

CINÉMA

Cannes (2)

52^e Festival International du Film,
31^e Quinzaine des réalisateurs, 38^e Semaine de la critique

DIRE QUE TOUTES LES sections avaient refusé *Femmes au bord de la crise de nerfs* ! Almodovar, cette année en compétition a bouleversé le jury et le public. *Todo sobre mi madre* est le film le plus beau jamais réalisé sur les femmes et leurs inépuisables ressources. Il y a la mère, la fille, l'amie, la pute, la ou le transsexuel, toutes les actrices arrivées par le réalisateur et tout « about Eve ». Citation du film avec Bette Davis, citation et recomposition à partir des miroirs que la pièce de théâtre de Tennessee Williams *Un Tramway nommé désir* installe. Un va et vient entre les personnages et leurs sentiments se met en place pour devenir le cœur du récit. À côté de la réussite du film de Almodovar, les autres films se sont éteints comme des réverbères le soir.

Pola X de Léos Carax a les ailes plombées de trop d'histoires, de gloire et de fric. Le réalisateur lui-même ne croit pas réellement à son histoire. Semblable au spectacle « Nelken » de Pina Bausch où un homme en tutu de danseuse étoile demande d'une voix monocorde « que voulez-vous encore savoir, c'est-à-dire voir ? » en exécutant des entretours de plus en plus sophistiqués, Carax montre son savoir-faire, nous fout plein la vue sur la bourgeoisie et la richesse (pauvre Catherine Deneuve, que fait-elle dans cette galère ?) pour sauter brutalement dans un autre univers, celui des SDF, des sans-papiers et des laissés pour compte. Changement de monde et changement de filmage : au 35 mm couleur succède le super 16 gonflé. Comme il explique à la conférence de presse « le super 16 restitue mieux le cinéma ». Un Guillaume Depardieu très inspiré assure la cohérence du récit. Mais lui aussi s'essouffle en fin de parcours. Katerina Golubeva joue une sorte d'extraterrestre venue du territoire de Sharunas Bartas brouiller les dernières pistes. Un film de fin du monde, où seules les images de synthèse, en particulier un magnifique cauchemar d'une mer de sang sem-

blent exactement correspondre au désespoir profond d'un cinéaste au talent intact. Il a fallu que vienne un Alexandre Sokourov et son *Moloch* pour montrer que « le cinéma, c'est bien le monde », la création et l'art. Un film monument à la nullité, médiocrité, la mégalomanie d'un dictateur sanguinaire : Hitler, mais aussi une réflexion sur une femme qui l'aura aimé jusqu'au bout : Eva Braun. Tout le film, plus exactement la pellicule du film se



Moloch

regarde à travers un filtre, épousant les couleurs militaires, le kaki verdâtre travaillé à outrance. Au début, une chorégraphie funèbre. Eva Braun danse, (étonnante Elena Ruffanova) en attendant le bruit et son führer (Léonid Mosgovoï, stupéfiant) exécutant des pas de gymnastique à la « Kraft durch Freude ». Le « filtre » de Sokourov n'est pas un filtre d'amour mais une preuve supplémentaire de l'extralucidité de l'artiste, saisissant d'intelligence. Ainsi, Hitler regarde dans son nid d'aigle aux allures de forteresse les actualités allemandes de l'année 1942, où se situe le film. Un Furtwängler décharné dirige la 9^e de Beethoven et l'armée déjà défaite ne fait illusion qu'à l'écran. C'est le succès du film : mettre à distance l'insupportable, l'horreur de ces monstres aux problèmes gastriques. Coproduit par un jeune allemand, Zero Film, Arte et WDR, le film confirme l'originalité du créateur Sokourov et confirme que l'Europe existe bel et bien pour produire des films exigeants et originaux. Cette belle image d'une création

diversifiée et forte fut incarnée durant les années 70 par le « jeune cinéma allemand ». Le duo d'enfants terribles, de fous furieux exaltés et violents, Werner Herzog et Klaus Kinski, l'inoubliable Aguirre, donne lieu à un documentaire très court : *Mon ennemi intime* que signe le seul survivant de cet amour attraction-répulsion accoucheuse de chef-d'œuvre, Werner Herzog. Cette passion qui a failli se terminer dans le sang, chacun fomentant le meurtre

de l'autre, donne une clé probable pour leur réussite et celle de ce cinéma allemand : ils étaient capables de faire des choses insensées, remonter les rapides de l'Amazonie, faire passer un bateau par la montagne, *Fitzcarraldo*, etc. Où sont donc passés les fous d'antan ? Des sections parallèles, ils sont légion à être passés cette année en sélection officielle ; un des plus attendus

à la petite semaine

Dope, dope, dope, tout le monde adopte la dope

Que Johnny Haliday se tire des rails pour tenir trois heures en scène ne formalise plus que les professionnels de l'indignation ; que Philippe Léotard soit défoncé au point d'en avoir perdu la voix, le souffle et la mémoire n'empêche pas qu'il soit unanimement considéré comme un très grand comédien ; qu'un président de la République ne tienne la durée de ses mandats que grâce à de journalières injections est si communément admis que si son médecin est inquiet, c'est pour avoir rendu public cet élément de la vie privée et non pour complexité ou incitation à usage...

En revanche, que des garçons parcourent quotidiennement à bicyclette, durant plusieurs semaines, près de deux cent kilomètres à des moyennes frisant les cinquante kilomètres-heure en ne se contentant pas d'un jus d'orange et deux bananes, voilà qui fait – tout aussi unanimement – scandale.

Qu'y a-t-il donc dans le sport, qui ne se trouve nulle part ailleurs, pour voir se déclencher une telle mobilisation vertueuse ?

Est-ce l'exigence de l'idéal – mais néanmoins suspecte – pureté d'un corps auquel le sportif est réduit alors que le saltimbanque et le politicien sont réunis dans la tolérance d'un *mens sans in corpore insano* ? Est-ce la douteuse aspiration au dépassement de soi qui réunit la nostalgie des Hercule de péplum et l'attente du surhomme nietzschéen ? Ou l'opportune instrumentalisation médiatique – et politique – qui veut faire du sportif l'édifiant modèle d'une jeunesse, d'une morale, d'un drapeau ?

Quoi qu'il en soit, voilà qui fleurit bon son Leni Riefenstahl.

Floral

tion officielle ; un des plus attendus étant le film de Bruno Dumont, *L'Humanité*. Quand la Quinzaine montrait en 1996 *La Vie de Jésus*, on criait à la révélation. Pour entrer dans ce film, il faut du temps. Donc le film est long, il dure deux heures et vingt-huit minutes. Un malaise voulu s'installe dès les premiers plans. Viol d'une petite fille. Rien ne nous est épargné. Entreprise laborieuse, un récit qui peine, des plans certes exceptionnels, mais trop rares, des coûts prolongés sans intérêt, la fulgurance promise reste exceptionnelle.

L'inspecteur de police Pharaon de Winter (un visage inédit et nu, Emmanuel Schotté) cherche à percer l'énigme de notre nature humaine forcément mauvaise et inacceptable. N'est pas fou qui veut, disait Lacan. N'est pas Bresson ou Péguy qui veut, dit le critique déçu. Car même l'excursion dans l'univers d'un peintre du nord dont Pharaon serait le petit fils n'arrive pas à sauver la mise, mais nous donne un des plus beaux plans du film. A suivre...

Heike Hurst
(Fondu au Noir - Radio libertaire)

LECTURE Les œillets sont coupés Chroniques portugaises Charles Reeve

2 5 AVRIL 1974-25 AVRIL 1999 : TRISTE 25^e anniversaire de la « Révolution des œillets », lequel n'a d'ailleurs fait que quelques lignes dans la plupart des journaux. Que reste-t-il de l'utopie de libération sociale qui s'était alors faite jour ? C'est un bilan amer, plutôt désabusé mais laissant tout de même poindre une lueur d'espoir que dresse Charles Reeve, de son vrai nom Jorge Valadas, fin connaisseur de la scène portugaise (1) dans ce recueil de quatre chroniques qui jalonnent ce dernier quart de siècle : 1987, chronique d'un retour au pays natal ; 1991, le miracle de Fatima ou le triomphe du libéralisme ; 1994, le Portugal dans une Europe à géométrie variable ; 1999, épisodes de la modernité lusitanienne.

Pour l'auteur, « l'échec de la "Révolution des œillets" signifie la victoire de la "transition démocratique". La classe dirigeante portugaise va pouvoir liquider les archaïsmes du salazarisme et jeter les bases d'une exploitation moderne du travail. Le Portugal est mûr pour apporter sa pierre à l'édifice européen. Pour le peuple, finis les jours où "la poésie est dans la rue" pour reprendre l'expression du peintre Vieira da Silva. »

Analysant les causes de cet échec, il a la dent dure pour la gauche portugaise et ses deux épigones, le parti communiste et le parti socialiste. Dans sa place forte de l'Alentejo, après la phase spontanée d'occupation des latifundia, le PCP va instaurer à partir de 1975 « le modèle soviétique du kolkhoze, appelé ici "Unité collective de production", étouffant ainsi rapidement tout ce qui y avait de réellement autogestionnaire et de nouveau dans ces mouvements d'occupation. Très peu de coopératives ont pu résister à cet embrigadement. Le Parti exerçait alors un contrôle total sur l'ensemble du tissu social. » Quelques années après, élargissant son « Front Uni » à quelques pseudo-indépendants, son sigle devient « une ruche » et son slogan « L'abeille est travailleuse, respectueuse de l'ordre et solidaire ». Tout un programme ! Aussi lorsque la « normalisation » sera intervenue entretemps et la restitution des terres aux anciens propriétaires ordonnée par le gou-

vernement socialiste, « le parti communiste s'écrase. Comme si un compromis tactique avait été passé entre l'État dirigé par les socialistes et le Parti auquel était abandonné le pouvoir local ». Les socialistes, qui de leur côté ont su recycler aussi bien d'anciens fonctionnaires salazaristes (2) que des membres éminents du milieu gauchiste, n'ont qu'un credo : « faire la même politique » que les néo-libéraux « mais en mieux » !

Alors les travailleurs portugais seraient-ils résignés ? L'auteur, en conclusion, laisse tout de même pointer une lueur d'optimisme : « rien ne permet de penser que le peuple portugais ait fait de la résignation son horizon indépassable ; que les luttes des anarchistes révolutionnaires du début du siècle (3) et les actions des lendemains de la révolution des œillets n'aient laissé aucun libertaire dans les esprits. »

J-J Gandini

(1) Déserteur de l'armée coloniale, il vit à Paris depuis 1967. Il a écrit sur le même sujet « Portugal, l'autre combat, classes et conflits dans la société », en collaboration avec F. Avila, C. Orsoni, B. Lorry et C. Ferreira (éditions Spartacus, 1975) et « L'expérience portugaise, la conception putchiste de la révolution sociale » (éditions Spartacus, 1976)

(2) Y compris des membres de la FIDE, la police politique de sinistre mémoire.

(3) Dans une chronologie très détaillée en fin de volume, l'auteur revient sur l'histoire révolutionnaire du Portugal depuis la fin du premier noyau de l'AIT, à majorité anarchiste, en 1871-72 jusqu'à l'écrasement du mouvement anarchiste à la suite de l'attentat manqué contre Salazar en 1937, en passant par la création de l'Union ouvrière nationale, de tendance anarcho-sindicaliste, en 1914 devenue la CGT en 1919 et qui déclencha une grève insurrectionnelle en 1934 dont l'échec préludera à son effacement du devant de la scène à la fin des années 30, malgré le soutien en 1936-37 de la CNT espagnole qui elle-même...

Les œillets sont coupés. Chroniques portugaises. Charles Reeve. édition Paris-Méditerranée, 1999. 168 p. 85 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 27 mai à 18 heures :

Si Vis Pacem : les libres penseurs contre la guerre.

jeudi 20 mai à 20h 30 :

Microclimats : avec Jeanine Tavernier (de l'ADFI).

samedi 29 mai à 11h 30 :

Chronique syndicale et Contre-courbe : émission spéciale à l'occasion de l'exposition de soutien à Radio libertaire sur le thème « des artistes dans les luttes sociales ».

Un panorama du rôle des artistes dans les mouvements sociaux. Avec Guy Gérard, peintre du groupe surréaliste de Paris. (rediffusion de l'émission du 22 mai)

samedi 29 mai à 11h 30 :

Chronique rebelle : avec Jean-Pierre Garnier, auteur de « Le nouvel ordre local, gouverner la violence ».

mercredi 2 juin à 10h 30 :

Blues en liberté : Jimmy Reed, harmonica et nonchalance.

MONTPELLIER

Un bien joli 8 mai

L OIN DES COMMÉMORATIONS PATRIOTIQUES ET belliqueuses, nous avons organisé le 8 mai dernier notre première journée d'expression libertaire. Le programme ainsi que le sens de cette journée vous ont été dévoilés dans un *Monde Libertaire* précédent. Il s'agissait pour nous de faire connaître les attaques que subit notre liberté d'expression, mais aussi d'en analyser le sens et la portée.

Un bilan très positif

De 11 heures le 8 mai au lendemain à l'aube, le programme était bien chargé. Nous pouvions craindre que le style « marathon » de cette journée n'effraie nos sympathisants et ceux pour qui les idées anarchistes peuvent représenter une alternative. Nos craintes ont été vite dissipées, puisque plus de 150 personnes ont participé à cette journée.

Cela nous a permis bien sûr de faire connaître les procès auxquels le *Monde Libertaire* et Radio Libertaire sont confrontés, mais également de poser les bases d'une réflexion sur les médias et sur la nécessité d'avoir nos propres outils d'informations et d'analyses. Au-delà de ce qui existe aujourd'hui et qu'il faut consolider (ML, RL, éditions...) nous avons aussi abordé d'autres aspects de l'expression sur laquelle un travail doit s'engager. Notamment celui de la diffusion artistique et

bien sûr de celle des écrits anarchistes. Car l'édition de ces écrits est souvent limitée par les réseaux de diffusion sur lesquelles nous avons peu de prises. Ouvrir des librairies anarchistes est apparu comme un moyen efficace de maîtriser notre diffusion. Certaines existent déjà comme à Paris, Lyon ou Toulouse. Aujourd'hui, notre groupe se place dans cette perspective. Nos camarades de Rouen en font de même et d'autres projets similaires devraient voir le jour dans les prochaines années.

Un signe encourageant

Si les raisons de se révolter n'ont jamais été si présentes, il n'en demeure pas moins que le mouvement social est actuellement quelque peu anesthésié, ou du moins très parcellisé. Un événement comme celui que nous avons organisé, montre, malgré tout, que l'anarchisme à aujourd'hui une base sociale et qu'il peut regrouper de nombreuses personnes pour peu qu'il s'en donne les moyens. Il nous appartient maintenant de les consolider. L'ouverture d'une librairie anarchiste à Montpellier l'année prochaine, participe de cette volonté. Et pourquoi pas une autre journée de ce type l'année prochaine.

Groupe « Un autre futur »

La social-démocratie continue son sale travail

par répartition, contre le régime général de la Sécurité sociale.

La encore, le gouvernement Jospin feint la « modération ». Le Premier ministre a refusé de donner une appréciation immédiate sur le rapport qu'il avait lui-même commandé en mai 1998 à M. Charpin.

Ce rapport, scandaleusement, juge nécessaire d'allonger la durée de cotisation à 42,5 ans pour percevoir une retraite à taux plein, c'est-à-dire pas grand-chose, à savoir 50 % du salaire moyen calculé sur les 25 meilleures années. À noter que la pension est aussi limitée à 50 % du plafond de la sécu, le retraité ne pouvant donc percevoir de la sécu plus de 7 235 F par mois dans le meilleur des cas!

Lorsque le pouvoir « de droite » (gouvernement Balladur) avait décidé en 1993 d'allonger la durée de cotisation

de 37,5 ans à 40 ans, il avait déjà aboli de fait la retraite à 60 ans. Aujourd'hui, c'est une misère de masse que prépare le pouvoir de gauche pour la quasi totalité des retraités. Qui d'entre nous, à 60 ans ou même à 65 ans, comptabilisera 40 ans de cotisations? Et pour ceux qui n'auront pas leur nombre de trimestres, il faut rappeler que la sécu enlève à ces 50 % (taux plein) autant de fois 5 % qu'il manque d'années de cotisations à l'assuré ou autant de fois 5 % qu'il manque d'années de cotisations pour arriver à l'âge de 65 ans, en prenant le calcul le plus avantageux (les assurés qui demandent leur retraite à leur 65^e anniversaire bénéficient d'une pension à taux plein et ce quelle que soit leur durée d'assurance).

Le résultat de ces comptes (parfois difficiles à visualiser concrètement) est connu : aujourd'hui, un million de

retraités survivent avec le minimum

viellisse soit 3340 F par mois; des milliers de personnes sont obligées de travailler jusqu'à 65 ans et plus pour se garantir une retraite de misère. Demain, une seule chose est sûre : ce sera pire.

Et là encore, le patronat ose faire de la surenchère en proposant pas moins de... 45 ans de cotisations!

Objectif : fonds de pension à gogo

Pour ce qui est de l'objectif des classes dominantes, il commence pourtant à être largement visible. Dans le même temps où le pouvoir marqua la sécu, il organise la promotion des fonds de pension, avec notamment la récente Loi Thomas qui donne le cadre législatif pour la mise en place et la généralisation des systèmes par capitalisation. Dans la Fonction publique (ou ce qu'il en reste) les consignes données par les ministères sont claires : place à la capitalisation pure, et chacun n'aura que ce que les placements en Bourse auront permis de lui faire gagner. Avec ces fonds, on assiste à une avancée considérable des valeurs les plus ultralibérales du capitalisme. Le capital ne gagne pas seulement dans les portefeuilles mais aussi sur le terrain idéologique, et c'est peut-être cela le plus grand danger pour nous. En effet, si nombre de salariés, chômeurs et retraités restent attachés à des valeurs de solidarité, une autre frange également importante de la classe ouvrière se résigne malheureusement à accepter la retraite par épargne individuelle comme quelque chose de normal, comme un aboutissement logique des préceptes de l'économie de marché et de la culture individualiste.

À nous d'offrir d'autres perspectives, tant sur le plan du projet de société que sur celui des luttes immédiates avec des mots d'ordre clair et populaire.

Régis. - groupe Kronstadt (Lyon)



Contrairement à ce qui se dit ici ou là, les anarchistes sont extrêmement respectueux du droit de vote et des élections.

Tellement, qu'ils ne cessent de se battre pour que ce droit puisse s'exercer dans tous les domaines de la vie, dans les entreprises, dans les quartiers, à l'école, et jusque dans les derniers recoins de la sphère du privé. Qu'ils ne cessent de se bagarrer pour que ce droit ait les moyens économiques, financiers et politiques de s'exercer pleinement et également. Qu'ils ne

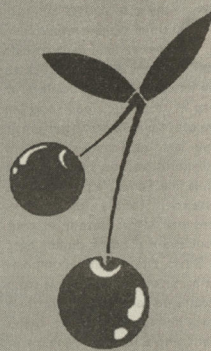
cessent de clamer sur tous les toits que ce droit n'a de sens que s'il s'accompagne d'un mandatement précis et d'un contrôle permanent pouvant déboucher sur une révocabilité à tout moment.

Pour toutes ces raisons et pour bien d'autres encore les anarchistes se refusent à cautionner cette caricature que sont les élections au royaume de la « démocratie » bourgeoise.

Agir au lieu d'élire. Les anarchistes et les élections. Éditions du Monde Libertaire - 20 F. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 75011 (+10% pour le port)

Une exposition de soutien à Radio libertaire

les 28, 29, 30
et 31 mai
1999,
de 15 h à
21 heures
à l'espace
Louise Michel
sur le thème
de
« La révolte »



Espace Louise Michel,
42 ter, rue des Cascades, 75020 Paris. Tél-fax: 01 47 97 44 57.
Radio libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél : 01 48 05 34 08 ;
Fax : 01 49 29 98 59.

A G E N D A

jeudi 3 juin

PARIS : Le groupe Louise Michel de la F.A. organise une réunion publique sur « L'éducation libertaire » à 20 h 30 au local « La Rue », 10, rue R. Planquette (18^e).

samedi 5 juin

BESANÇON : Réunion publique avec Gaetano Manfredonia « Face au libéralisme et à la social-démocratie, un projet social : l'anarchisme » à 20 h 30 au Cercle suisse.

LYON : L'union locale de la F.A. organise une discussion débat autour de la Brochure du groupe Lucia Saornil sur « La construction européenne ou le nouveau visage de la barbarie capitaliste et étatique » (éditions du Monde libertaire) à 15 heures à la librairie La Plume noire (19, rue Pierre-Blanc, 1^{er}, tél : 04 72 00 94 10).

PARIS : Forum à la librairie du Monde libertaire avec Jean-Pierre Garnier auteur de « Le Nouvel ordre local. gouverner la violence » 145, rue Amelot (11^e) à 16 h 30.

mardi 8 juin

VANNES : « Ciném1Anar » du groupe libertaire René Lochu « La Bombe » (1966), de l'escalade militaire au désastre nucléaire ou, si l'on préfère, descriptions des dommages « collatéraux » d'une guerre sur une petite ville anglaise. Est-on si loin de ce reportage-fiction d'anticipation de Peter Watkins? A 20 h 30 au Palais des Arts.

PARIS : Projection du film de Bernard Baissat « Mouna » au Centre culturel La Clef, 21, rue de la Clef (5^e) à 20 h 30.

mercredi 9 juin

ANGERS : Réunion-débat sur « Les anarchistes et l'Europe » organisé par le groupe Malatesta de la FA, à 20 h 30 à l'Étincelle (26, rue Maillé).

vendredi 11 juin

BESANÇON : Réunion publique avec Philippe Pelletier sur les anarchistes face à la Guerre dans la Fédération yougoslave à 20 h 30 au Cercle suisse. Cette réunion est organisée conjointement avec la CNT-AIT du Doubs.

PARIS : Le groupe La Villette de la F.A. organise une réunion publique sur « Le fédéralisme libertaire » à 20 h 30 au local « La Rue », 10, rue R. Planquette (18^e).

SAINT-ETIENNE : Concert de soutien à La librairie libertaire La Mauvaise Graine (afin de soutenir son installation dans un local plus grand) avec le groupe Jo Staline (Rock-folk celtique libertaire) à 20 h 30 à la MJC des Tilleuls (8, rue du Pavillon Chinois). PAF 20 F.

vendredi 18 juin

PARIS : Le groupe Louise-Michel de la F.A. organise une réunion publique sur « La liberté d'expression » (radio, télé, Internet) à 20 h 30 au local « La Rue », 10, rue R. Planquette (18^e).